

Migration forcée et urbanisation de crise : l'Afrique subsaharienne dans une perspective historique*

*Marc-Antoine Pérouse de Montclos***

Tendance lourde, l'exode rural ne dépend pas seulement de causes structurelles mais aussi d'événements conjoncturels qui mettent en évidence la part des troubles politiques et des crises alimentaires dans les déplacements vers la ville. Les migrations liées à des conflits armés, en particulier, participent d'une urbanisation dont la genèse s'avère bien plus ancienne que nos contemporains semblent habituellement le penser. Il importe donc de resituer le phénomène dans une perspective historique afin de mieux en apprécier les changements dans la durée. Concernant l'Afrique subsaharienne, il n'est certes pas évident de le dater précisément car il accompagne en continu le développement des villes sur un continent qui, par ailleurs, est resté rural pendant longtemps. Les récits des explorateurs et les recherches des historiens attestent cependant que, dès avant l'arrivée des Européens, la guerre et les catastrophes naturelles contribuent à la construction (et à la destruction) des agglomérations existantes. La période coloniale pérennise ensuite l'enracinement de cités qui sont parfois créées *ex nihilo*. Bien qu'ils cherchent souvent à dissuader ou à contenir l'urbanisation des Africains, les Européens assignent en effet aux villes des fonctions de pouvoir et des attributs de modernité qui en font des cibles privilégiées en cas d'insurrection ou de guerre civile. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, les luttes pour l'indépendance exacerbent alors l'attractivité d'agglomérations qui concentrent l'essentiel des ressources politiques et économiques, notamment les capitales.

Les urbanisations de crise mettent ainsi en évidence l'existence d'une catégorie de citoyens qui n'ont pas choisi d'aller en ville et qui y ont été poussés par des circonstances imprévues, même si l'analyse de leur déplacement révèle également une certaine part de libre arbitre quant aux choix des destinations finales. La notion oblige en l'occurrence à revenir un moment sur les caractéristiques qui président

* Basé sur des sources secondaires, cet article prolonge les enquêtes de terrain et les réflexions que je mène depuis vingt ans sur les relations entre villes et violences. Je remercie particulièrement les deux lecteurs anonymes qui m'ont permis d'affiner et d'enrichir le texte.

** Docteur en sciences politiques, UMR196 Paris Descartes – INED – IRD, 221 Boulevard Davout, 75020 Paris, secrétariat : (33) 01.78.94.98.70, fax : (33) 01.78.94.98.79, mail : marc-antoine.perouse-de-montclos@ird.fr

à des migrations forcées. En effet, les types de contraintes sont extrêmement variés, de la capture à la réduction en esclavage en passant par les razzias, les catastrophes naturelles, les famines, les réquisitions du colonisateur, les confiscations de terres ou les exodes liés à des troubles politiques. Toutes les migrations forcées ne débouchent pas non plus sur la création de villes *ex nihilo*. Le cas de figure reste rare, à quelques exceptions près. En revanche, les exodes ruraux sous la contrainte alimentent souvent les flux vers les agglomérations existantes. Bien entendu, leur apport n'est pas que démographique. L'afflux de populations déracinées bouleverse la composition des villes, leurs rapports sociaux et leurs activités économiques : toutes choses qui, suivant les circonstances, participent de la pérennisation ou de la précarité des urbanisations de crise. Dans une perspective historique, cet article vise donc à suivre l'évolution des pratiques et des procédures migratoires en la matière, à défaut de pouvoir analyser plus en profondeur les changements que celles-ci provoquent à l'intérieur du champ urbain, sans même parler des relations conflictuelles des citadins avec leur environnement rural.

Les villes de l'Afrique ancienne : des établissements fragiles

Avant l'arrivée du colonisateur, catastrophes, guerres, pillages et razzias accompagnent déjà le développement des villes de l'Afrique subsaharienne. Les crises liées aux aléas du climat et de la nature, en particulier, marquent tant et si bien la topographie qu'elles déterminent parfois l'emplacement des établissements humains : une caractéristique qui n'est d'ailleurs pas spécifique au continent noir et que l'on retrouve en Amérique latine¹. Cependant, les famines qui en résultent n'ont d'abord pas ou peu d'incidence urbaine dans les régions où le fait citadin date essentiellement de la période coloniale [Apeldoorn, 1981 ; Pankhurst, 1972]. En milieu pastoral, elles obligent simplement les éleveurs à transhumer en vue de chercher des pâturages et des points d'eau. Là où des agglomérations existent déjà, il arrive sinon que les autochtones ferment les portes de leur cité pour ne pas être envahis par une « horde de miséreux », par exemple dans la province de Kano au Nord du Nigeria lors d'une crise alimentaire en 1908 puis d'une sécheresse qui entraîne la mort de 10 000 à 30 000 personnes en 1913. D'une manière générale, la faible domination économique de sites urbains embryonnaires n'offre pas d'avantage déterminant avant l'arrivée des Européens. Plus à l'intérieur du Sahel, dans l'actuelle République du Niger, des haltes caravanières comme Oualata et Tichit ne comptent qu'un ou deux milliers d'habitants [Tymowski, 1978]. Les sécheresses y provoquent plutôt des phénomènes de dispersion. En 1913, les famines dites du « ventre creux » (*kakalaba*), qui attise la révolte touarègue de 1915, et de la « minceur » (*kakalawa*), qui fait 4 000 morts dans la région de

1. Ainsi, Ciudad Vieja, la première capitale du Guatemala, engloutie par une coulée de boue, est reconstruite à Antigua, fondée en 1542 mais si menacée par les éruptions des volcans Agua et Fuego qu'un tremblement de terre en 1773 oblige l'administration à re-déménager, cette fois sur Guate. Aussi tard que dans les années 1970, encore, la capitale portuaire du Belize, ravagée par un ouragan, doit céder la place à Belmopan, une ville nouvelle dans l'arrière-pays.

Katsina, accélèrent surtout l'exode des Haoussa du Niger français vers le Nigeria britannique, qui, mieux approvisionné, échappe à l'indignation, aux travaux forcés et au service militaire. Elles n'ont pas plus de conséquences urbaines que l'invasion de sauterelles qui, conjuguée aux réquisitions de l'administration, décime entre le tiers et la moitié de la population Songhai en 1931 [Fuglestad, 1974].

Dans la plupart des cas, les bourgades précoloniales ne sont en fait pas assez développées pour inciter les réfugiés à rester en ville. Destructures et déménagements sont fréquents. Mise à sac à l'occasion d'une guerre civile en 1666, São Salvador, la capitale du royaume du Kongo, cède ainsi la place à Mbanza Sonyo, le fief du vainqueur, dont la population double au cours des trois décennies suivantes. Les conditions de vie des villes angolaises de l'époque n'ont rien de particulièrement attrayant par rapport aux campagnes. Maladies et conflits à répétition y font des ravages. Aussi tard qu'en 1864, par exemple, des épidémies de variole tuent 5 000 des 18 000 habitants de Luanda et emportent un quart de la population de Cambambe, jusqu'à un tiers à Golungo Alto en 1872 [Dias, 1981, p. 364-365].

De même dans le Nord musulman du Nigeria à partir de 1803, la guerre sainte d'Usman dan Fodio, qui établit son califat à Sokoto, provoque des dégâts qui vont autant dans le sens d'une urbanisation que d'une destruction des agglomérations existantes. La poussée de la minorité conquérante des Peuls s'exerce surtout vers le sud, en direction des populations Yorouba d'Ilorin, et, à partir de 1808, vers l'est, où les *djihadistes* rasant Birnin Ngazargamu, siège de l'Empire du Borno, et obligent la dynastie des Kanemi à fuir vers Kournoua, Kafela puis Ngormu, une localité régulièrement inondée par le lac Tchad pendant la saison des pluies. En 1814, le cheikh Muhammad el-Amin el-Kanemi, qui a pris la tête des Kanouri du Borno, s'en va alors fonder une nouvelle capitale, Kukawa, qui est razzinée à deux reprises par des troupes venant cette fois de l'est tchadien, en l'occurrence du Bagirmi vers 1817 et du Wadai vers 1846. Composée de deux quartiers fortifiés et séparés par un *no man's land* marquant la distance entre l'aristocratie et la roture, la ville, dont le nom signifie « baobab » en kanouri, se développe ensuite très vite si l'on en croit le récit des explorateurs de l'époque. D'après Gustav Nachtigal, qui visite les lieux en 1870, sa population dépasse les 50 000 habitants, dont la moitié vit dans la partie ouest, réservée aux « gens du commun » [Nachtigal, 1980, p. 120, 147, 162 ; Barth, 1860, I, p. 111-118, II, p. 167-168]. À nouveau détruite en 1893 par un seigneur de guerre, Rabeh ben Fadl Allah, qui renverse la dynastie Kanemi, Kukawa est finalement reconstruite par les Britanniques à Yerwa, l'actuelle Maiduguri, à partir de 1907.

À l'intérieur du califat de Sokoto, des luttes intestines bouleversent également le tissu urbain. Le banditisme de grand chemin et l'insurrection larvée des collines Ningi obligent d'abord les vieilles cités-États de la région à consolider leurs dispositifs de défense militaire, essentiellement des murailles. Au nord-est de Kano en 1850, l'émir de Hadejia, Abubakar Buhari bin Muhammad Sambo Digimsa, entre pour sa part en rébellion contre Sokoto, qui l'a écarté du pouvoir au mépris des règles de succession en vigueur. Fort de l'asile politique qu'il a obtenu dans

le Borno, il reconquiert ses terres par la force des armes et sa victoire militaire précipite la croissance urbaine de Hadejia en même temps qu'elle contraint ses ennemis, les *yan gudun Buhari*, c'est-à-dire « ceux qui fuient Buhari », à aller trouver refuge dans les campagnes de Bauchi et de l'Adamawa [Wakili, 1989/94]. Malgré son rôle de capitale du califat, Sokoto continue en revanche de stagner et ne compte qu'une vingtaine de milliers d'habitants au milieu du XIX^e siècle [Barth, 1860b, p. 230].

La guerre précoloniale entre razzia et esclavage

Ainsi, les flux de réfugiés à l'époque ne garantissent nullement l'établissement de villes durables. De leur côté, d'autres types de migrations forcées contribuent cependant à alimenter les processus d'urbanisation. Une des particularités de la guerre précoloniale en Afrique tient en effet aux pratiques de razzia qui, en l'absence d'armées permanentes, permettent de rétribuer les combattants sans leur verser de solde. L'esclavage, en particulier, est un moteur économique important des conflits : il fournit le vainqueur en main-d'œuvre, renforce les effectifs de ses troupes et renfloue ses caisses grâce à la revente d'une partie du « butin ». Capturés au combat ou mis en gage pour rembourser une dette, ces travailleurs d'un genre bien particulier enrichissent la classe marchande et fondent la prospérité urbaine des cités impliquées dans la traite transatlantique, notamment, mais pas seulement, sur la côte. En Angola dans les années 1850, par exemple, la population de Luanda double à cause du commerce de l'esclavage [Dias, 1981, p. 364]. Ailleurs, le phénomène touche aussi bien les comptoirs de la côte que les villes de l'arrière-pays. Les agglomérations de l'Afrique ancienne comptent jusqu'à 50 % d'esclaves en 1657 à Mbanza Sonyo dans le royaume du Kongo, 86 % en 1755 à Saint-Louis du Sénégal, de 45 % en 1798 à 53 % en 1807 au Cap en Afrique du Sud, 66 % en 1830 à Oyo dans le Sud-ouest du Nigeria, 32 % à Luanda en Angola et 51 % à Ngaoundéré au Cameroun en 1850, 33 % en 1851 à Abomey au Dahomey, 50 % vers 1870 à Kumasi dans le centre du Ghana, plus de 50 % en 1875 dans la vieille ville de Mozambique, 45 % en 1889 à Buna dans l'actuel Burkina Faso, 33 % à Mogadiscio, 26 % à Brava et 14 % à Merca sur la côte somalienne en 1903, 31 % à Sinsani au Sénégal, 57 % à Kankan en Guinée et 66 % à Sikasso au Mali en 1904 [Lovejoy, 2000, p. 125, 128, 133, 174, 179, 197, 199, 200, 201, 202, 234, 237, 239 ; Hess, 1966, p. 88]...

Certes, il convient de distinguer les populations destinées à l'exportation ou asservies sur place, sachant que leur circulation n'a évidemment pas les mêmes répercussions en matière d'enracinement citoyen. La traite transatlantique est à l'origine d'un bon nombre de comptoirs de transit sur les côtes africaines : un phénomène déjà très étudié [Coquery-Vidrovitch, 1993]. Mais des esclaves restent aussi à demeure et constituent la majorité des habitants de petites villes comme Bonny ou Old Calabar dans le Sud-est du Nigeria au milieu du XIX^e siècle [Lovejoy et Richardson, 1999 ; Latham, 1973]. Au contact des Européens, l'actuel port de Calabar voit bientôt émerger une véritable culture citadine avec le développement

d'un anglais créolisé, le *pidgin*, et l'invention d'une nouvelle identité ethnique, les Efik par opposition aux ruraux Ibibio raziés dans l'arrière-pays². De fait, la capture et la vente des peuples de l'hinterland n'empêchent pas les brassages et l'assimilation urbaine des captifs. Initiés aux sociétés secrètes, des esclaves attachés à la cour sont anoblis et, de ce point de vue, leurs soulèvements s'apparentent plutôt à des révoltes de palais [Alagoa, 1996, p. 130]. Certains parviennent d'ailleurs à s'emparer du pouvoir chez les Ijaw qui habitent à l'Ouest de Calabar. Il en va ainsi du fameux Jaja, un Ibo et un ancien esclave qui part de Bonny pour fonder son propre royaume à Opobo, une localité créée de toutes pièces en 1870.

Le phénomène prend une tournure singulière en terre d'islam, particulièrement en Afrique sahélienne, où les déterminants marchands de l'esclavage caravanier sont moins visibles que dans le contexte du capitalisme préindustriel des opérateurs européens de la traite transatlantique. En effet, la richesse des villes musulmanes repose aussi sur une économie de servage, notamment dans le Nord du Nigeria. Petit village noupé au début du XIX^e siècle, Bida devient par exemple un important centre agricole qui, à en croire Michael Mason [1973, p. 460], agglomère jusqu'à 100 000 habitants en 1868. Kano, la plus grosse cité de la région, compte, pour sa part, 95 % d'esclaves selon les explorateurs de l'époque [Clapperton, 1966, p. 171]. Sa capacité d'intégration paraît remarquable : les plus riches familles commerçantes de Kano sont d'anciens serfs touaregs, en l'occurrence des sédentaires Agalawa – littéralement les « gens du sud » dans la langue tamachek – et des « marchands » Tokarawa – dits Bugaje par référence à leur origine pastorale.

De la capture à l'exportation, les diverses trajectoires de la réduction en esclavage révèlent finalement des parcours migratoires assez différenciés, dont les répercussions urbaines varient beaucoup et n'entraînent pas forcément d'exode rural lorsqu'il s'agit de servage. Dans certains cas, la fixation des paysans attachés à la propriété d'un maître ou à une terre hypothéquée permet l'émergence d'agglomérations agricoles, à l'instar des Yorouba. Dans d'autres, la traite fonde la fortune de cités marchandes chez les Ijaw de la côte nigériane ou les Haoussa de l'arrière-pays sahélien, tourné vers une économie caravanrière et transsaharienne. À l'occasion, l'évasion d'esclaves marrons alimente aussi les processus d'urbanisation. En effet, elle débouche parfois sur la création de camps ex nihilo ou contribue à étoffer les agglomérations existantes. À l'interface des aires culturelles islamique et animiste, l'Afrique sahélienne le montre bien du fait qu'elle constitue un territoire prisé des prédateurs et des fugitifs tout à la fois. Dans la partie orientale de l'actuelle République centrafricaine, par exemple, les réfugiés qui fuient les raids esclavagistes des musulmans vont peupler des bourgades comme Ndele, dont la population dépasse les 20 000 habitants à la fin du XIX^e siècle [Cordell, 1988, p. 158-159]. Sur la rivière Bénoué au Nigeria, les esclaves de Wase, eux, se révoltent et s'en vont fonder la bourgade de Yalwa dans les années 1860 [Lovejoy, 1981, p. 230].

2. Disputée par les historiens, la toponymie de la ville fait vraisemblablement référence au premier emplacement d'Old Calabar, rasé par les Britanniques à la fin du XIX^e siècle, et non aux Kalabari, un peuple de pêcheurs au sud-ouest de Port Harcourt (Ejituwu, 1997).

Le temps de la conquête coloniale : la consolidation des refuges urbains

Avec la conquête coloniale, l'interdiction formelle du commerce de l'esclavage bouleverse évidemment les stratégies de fuite. Les premières missions en terre d'Afrique sont souvent des refuges à esclaves, à l'exemple de Freretown et Rabai près de Mombasa au Kenya, voire des embryons d'agglomérations, à l'image de Blantyre au Malawi dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les comptoirs de la côte, tel Lagos, abritent aussi des fugitifs arrivés de l'arrière-pays [Mann, 2007]. Certains ports sont même établis de toutes pièces par des *retornees*, qui libérés par les Britanniques dans le cas de Freetown en Sierra Leone, qui affranchis aux États-Unis dans le cas de Monrovia au Libéria. Implantation européenne fort ancienne puisque fondée par la Compagnie hollandaise des Indes orientales en 1652, la ville du Cap présente une situation assez singulière à cet égard, car l'Afrique du Sud fut le seul pays du continent à importer des esclaves au lieu d'en exporter. Avant l'abolition de la traite en 1807, un total de quelque 63 000 esclaves y est débarqué, dont près d'un quart provient d'Indonésie, un bon quart du sous-continent indien et près de la moitié d'Afrique de l'Est, la côte ouest africaine étant fermée à la Compagnie hollandaise [Shell, 2000].

Au moment de la colonisation britannique en 1806, Le Cap compte encore une vingtaine de milliers d'esclaves originaires, pour l'essentiel, d'Asie du Sud-est, de Madagascar, des îles Mascareignes et des régions de Quelimane, Inhambane et Lourenço Marques au Mozambique [Ross, 1989]. Par la suite, la ville devient, avec Freetown, un des deux établissements de la côte où la marine anglaise relâche les captifs libérés en mer. Entre 1807 et 1816, 2 000 d'entre eux arrivent ainsi au Cap, suivis de 4 000 autres entre 1839 et 1846. Certains des esclaves affranchis sur place tendent, pour leur part, à se disperser : plus de 3 000 travailleurs originaires du Mozambique, les Mozbieker, obtiennent ainsi des contrats dans les plantations de la région à la fin du XIX^e siècle [Harries, 1984]. Ils s'intègrent tant et si bien que les tenants de l'apartheid les considèrent vite comme des indigènes à part entière, à la différence des esclaves de Zanzibar qui, arguant de leur insularité et de leur religion musulmane, répudient leur « africanité » afin d'être classés parmi les Arabes du groupe des Coloureds [Harries, 1999].

À mesure que le mouvement abolitionniste progresse et que les Européens pénètrent à l'intérieur du continent noir, l'occupation effective du reste de l'Afrique subsaharienne provoque bientôt de semblables mouvements de population plus à l'intérieur des terres. L'administration coloniale n'a certainement pas l'intention de racheter les esclaves à leurs anciens maîtres, devenus des alliés objectifs des puissances impérialistes. Mais dans le Nord du Nigeria au tout début du XX^e siècle, la conquête militaire britannique permet la fuite d'environ deux cent mille des un à deux millions d'esclaves que compte le califat de Sokoto. Quelques-uns forment des petites agglomérations du type de Pategi sur la rive sud du fleuve Niger, qui recense 10 000 habitants en 1905. D'autres s'en vont repeupler les bourgades abandonnées au moment de l'arrivée des troupes coloniales,

notamment dans la province de Kontagora, qui abrite près de 80 000 personnes en 1908 [Lovejoy et Hogendorn, 1993, p. 52]. Faute de débouchés économiques, des ports fluviaux comme Ossomari, qui dépérit complètement à partir de 1928, ne rencontrent guère de succès à cause des difficultés de navigation sur le Niger [Northrup, 1981, p. 118]. En revanche, les centres agricoles et industriels les plus dynamiques attirent autant les descendants d'esclaves que les paysans sans terres, par exemple à Jos où les Britanniques commencent à recruter de la main-d'œuvre pour exploiter les mines d'étain du plateau central du Nigeria.

De ce point de vue, les diverses modalités d'affranchissement des esclaves soulignent les clivages existants entre les ports modernes de la côte, tournés vers la métropole coloniale, et les villes de l'arrière-pays, souvent plus anciennes. En effet, le mouvement abolitionniste en Occident, qui se bat contre le commerce des esclaves et non contre le servage, ne parvient qu'à repousser le problème plus à l'intérieur des terres. Les lobbies humanitaires de l'époque croient, à tort, que l'abolition de la traite va favoriser l'émergence d'une agriculture de plantation. En réalité, les produits d'exportation étaient déjà transportés par des esclaves du temps de la traite, et le développement d'un commerce « légitime » ne met pas fin aux pratiques de razzias. Au contraire, l'interdiction de la traite transatlantique précipite un esclavage plus continental et moins visible pour satisfaire les nouveaux besoins d'une agriculture de plantation et répondre à l'augmentation de la demande en main-d'œuvre.

Contrairement aux attendus des missionnaires chrétiens, le développement des cultures d'exportation contribue ainsi à renchérir le prix des esclaves dans la Corne de l'Afrique ou au Sahel [Garba, 1989/94, p. 57]. Conjuguée à une dévaluation du cauri, la devise de l'époque, une pareille inflation fait dire aux spécialistes qu'en réalité, la fin de l'esclavage doit moins au mouvement abolitionniste qu'aux contradictions, au sens marxiste du terme, entre les modes de production de l'Afrique ancienne et d'un monde capitaliste en pleine expansion [Lovejoy, 2000, p. 141, 253]. Dans tous les cas, ces changements économiques affectent évidemment les flux migratoires vers la ville. Avec des conséquences assez inégales sur l'exode rural : si l'abolition de la traite n'entraîne pas de récession agricole au début du XIX^e siècle dans le Golfe du Biafra, elle pénalise les régions de plantations autrefois prospères grâce à l'exploitation d'esclaves, par exemple sur la côte du Kenya et de l'Angola à la fin du siècle [Cooper, 1983].

D'autres types de migrations forcées apparaissent alors. Au-delà des côtes, la consolidation de l'emprise européenne bouleverse en effet les modes de circulation en établissant des frontières internationales arbitraires, en généralisant les prélèvements fiscaux obligatoires et en créant des passeports intérieurs dans les colonies de peuplement. En Afrique orientale et australe, tout particulièrement, la confiscation des terres au profit des Blancs et l'enfermement des Noirs dans des réserves indigènes suscitent d'importants déplacements de population, sans parler des réquisitions de main-d'œuvre, des conscriptions militaires et des travaux d'utilité collective en guise d'impôt de capitation. En Afrique du Sud au sortir de la

guerre des Boers, les Britanniques essaient par exemple de stabiliser la région du Transvaal en expulsant les paysans africains des domaines que ceux-ci avaient occupés à la faveur des combats et du départ des fermiers afrikaners : le *Native's Land Act* de 1913 ne laisse que 7 % du territoire aux cultivateurs noirs [Denoon, 1973]. De même au Kenya, les Européens s'approprient les terres les plus fertiles du pays, à savoir les White Highlands des plateaux de la Rift Valley. Ces expulsions donnent naissance à une nouvelle classe de paysans sans terre et fournissent les premiers contingents du lumpenprolétariat qui se forme bientôt en ville et qui fourbira les armes de la révolte Mau Mau puis de la lutte contre l'apartheid quelques décennies plus tard.

En attendant, la période coloniale se prête d'abord peu à une urbanisation de guerre et donne l'impression d'une certaine accalmie relativement aux troubles de l'Afrique ancienne. Non que les considérations militaires soient absentes de l'organisation des centres urbains du pouvoir colonial : au contraire, des préoccupations sécuritaires conduisent justement les administrations européennes à tenter d'empêcher les Africains « d'envahir » la ville blanche. Mais ces restrictions d'accès, conjuguées au dynamisme du monde rural, dont l'agriculture de subsistance reste longtemps compétitive malgré son anachronisme, retardent l'urbanisation du continent. Au Kenya, pour reprendre cet exemple, la paysannerie noire, loin d'être balayée par une économie de planteurs, procure encore les trois quarts des exportations agricoles en 1913. En effet, la « pacification » britannique a permis l'épanouissement d'une agriculture extensive en libérant les *no man's lands* qui séparaient autrefois des populations en guerre. De leur côté, les colons ont laissé s'installer sur les terres en friches de leurs propriétés des Africains qui voulaient échapper à la pression tribale : les White Highlands comptent officiellement 113 176 *squatters* en 1931, en majorité des Kikuyu qui cultivent une superficie de deux tiers supérieurs à celle des Européens [Sorrenson, 1968 ; Martin, 1983, p. 45].

Un exemple : le cas de Durban

À un moment charnière entre les débuts de la colonisation et l'occupation effective de l'intérieur du continent depuis les comptoirs de la côte, le cas très symbolique de l'Afrique du Sud illustre bien les enjeux de l'époque car le reflux des premiers citadins noirs ne provient pas d'un manque d'enthousiasme pour la ville mais des blocages inhérents à la ségrégation raciale qui, très tôt, se met en place au pays de l'apartheid. Dans la province du Natal, en particulier, les Zoulous ne connaissent pas de centres urbains avant l'arrivée des Européens. Leurs enclos fortifiés, les *kraal*, s'apparentent, au mieux, à des campements militaires, les *amakhandas*. À partir de 1818, les conquêtes militaires du fameux roi Chaka provoquent alors un vaste mouvement d'expansion zouloue et un grand « bouleversement » appelé *mfecane* [Walter, 1969, p. 137-143]. Outre la férocité des combats, qui ne sont pas pour rien dans la ruine de l'agriculture et la famine *indlala* de 1829, les habitants de la région fuient le célibat forcé et les restrictions au mariage que

Chaka a imposés afin de maintenir son armée en état de mobilisation permanente. Dans l'arrière-pays, les raids des Afrikaners, qui fondent une éphémère République de Natalia en 1839, concourent également à précipiter les populations vers la côte. Si certains fuient vers l'intérieur des terres, à l'instar des clans Qadi, Ngcolosi, Embo et Nyuswa qui s'établissent en pays pondo dans l'actuel Transkei, un bon nombre trouve refuge à Port Natal, où les Anglais prennent pied en 1824 et qui prend le nom de Durban en 1835. D'après certaines estimations, entre 80 000 et 100 000 personnes arrivent ainsi dans la petite colonie blanche du Natal au cours des années 1839-1843 ; en 1881, un recensement fiscal y comptabilise plus de 365 000 Africains [Atkins, 1993, p. 13, 25].

Successeur de Chaka, le roi Dingane désapprouve évidemment le dépeuplement de son territoire, qui servira ensuite de prétexte « humanitaire » à l'occupation coloniale [Cobbing, 1988]. Aux termes d'un traité signé en 1835, il s'engage à ne pas menacer la vie des « déserteurs » déjà établis dans les comptoirs de la côte, en échange de quoi les Blancs doivent renvoyer en pays zoulou les nouveaux venus. Déportés, certains de ceux-ci sont tués aussitôt franchie la « frontière » qui sépare le Natal du royaume de Dingane [Gardiner, 1966, p. 145-184]. À partir de 1846, les autorités coloniales préfèrent en conséquence arrêter ces « extraditions » mais, soucieuses de ne pas attiser les contentieux avec la monarchie zouloue, elles interdisent aux migrants d'apporter avec eux du bétail ou des biens de valeur.

Au vu de leurs besoins en main-d'œuvre, les Européens ont en réalité intérêt à ne pas stopper les flux de population vers la côte. Sous peine d'expulsion, une loi de 1854 oblige les réfugiés de sexe masculin à se mettre pendant trois ans au service des colons sur la base de rémunérations dont les taux sont fixés par les autorités. Malgré les récriminations des missionnaires contre des dispositions qui brisent des familles entières en séparant les hommes de leurs épouses et enfants, les Britanniques réhabilitent en fin de compte le système de travail forcé qu'ils avaient tant critiqué, sous le nom d'esclavage, chez les Afrikaners de la République de Natalia en 1839-1843. Bien qu'elle n'aboutisse pas, la proposition de certains édiles, qui veulent imposer le port de badges pour repérer les Africains en ville, annonce de façon précoce le fameux *pass* de l'apartheid.

En milieu rural, cependant, les confiscations de terres au profit des Blancs aboutissent à un résultat opposé aux souhaits des colons. Des Africains s'en vont et, parfois, refont le chemin inverse de celui parcouru pour fuir les guerres zouloues dans les années 1830. Retardant un moment le grand chantier de la ségrégation raciale, les avis divergent quant à la manière de retenir les travailleurs dont la colonie a besoin : tandis que les grands propriétaires veulent louer des terres aux paysans du cru, les petits fermiers blancs souhaitent plutôt enfermer les autochtones dans des réserves rurales où ils pourraient continuer de puiser à volonté une main-d'œuvre servile et sous-payée ; l'administration, elle, cherche avant tout à éviter les conflits [Slater, 1975, p. 263-264].

En milieu urbain, deux points de vue s'opposent également. Le premier préconise la création d'une ville « indigène » près des foyers d'emploi à Durban.

L'autre, qui l'emporte à partir de 1846, vise à repousser les Noirs dans des *native locations* à la campagne³ [Sullivan, 1928]. Son objectif est d'éparpiller les Africains dans des territoires isolés afin de mieux les contrôler, d'empêcher les révoltes, de fournir des travailleurs aux colons et de libérer des terres pour les Européens. Alternativement, les Blancs satisfont aussi leurs besoins de main-d'œuvre en important des coolies indiens et chinois dont les contrats de recrutement, très contraignants, s'apparentent à une forme de servage. De 1860 jusqu'à l'abolition d'un pareil système en 1911, plus de 175 000 Indiens arrivent de cette façon dans la région du Natal [Tinker, 1974 ; Bhana, 1990 ; Bhana et Brain, 1990 ; Kuper, 1960]. Près des deux tiers d'entre eux travaillent d'abord dans les plantations de canne à sucre, où ils fournissent un maximum de 83 % de la main-d'œuvre en 1875 avant d'être relayés par les Africains et de voir leur pourcentage tomber à 54 % en 1895, 40 % en 1900 et 27 % en 1909. En 1895, l'introduction d'une taxe spécifique pour les Indiens marque un tournant. Auparavant, moins de 7 % des coolies retournaient dans leur pays à l'expiration des cinq années de leur contrat ; dorénavant, à peine 20 % peuvent rester librement en Afrique du Sud. Autre particularité de la ségrégation britannique, les Indiens n'ont pas le droit d'acheter des terres, de crainte qu'ils ne concurrencent les paysans noirs, et doivent donc se recycler dans le commerce à Durban, où ils participent en 1913 à la campagne de résistance passive de Gandhi pour obtenir, l'année suivante, la suppression de la taxe de 1895.

Des luttes de libération aux camps de réfugiés

Dans toute sa violence, l'histoire du xx^e siècle confirme ainsi la puissance d'attraction des villes en Afrique du Sud. Ironie du sort, les conflits armés ne mettent pas tant aux prises les Européens contre les Africains que, dans un premier temps, des Blancs et des Noirs entre eux. De 1899 à 1902, la guerre des Boers oppose d'abord les Afrikaners aux Britanniques. La ville du Cap accueille alors une partie des quelque 100 000 Blancs et 10 000 Indiens qui fuient les combats [Van Heyningen, 1984]. Sur un maximum de 25 000 « réfugiés », plus de 17 000 reçoivent officiellement une aide des autorités en milieu urbain⁴. Quant aux Noirs, ils s'immiscent dans les faubourgs par leurs propres moyens. À la fin de la guerre, encore, ils sont rejoints par des ouvriers agricoles et des mineurs qui refusent de travailler avec des salaires diminués en période de reconstruction, obligeant d'ailleurs les Blancs à recruter plus de 63 000 coolies chinois sur le Rand entre 1903 et 1907 [Richardson, 1982].

Une fois affirmée la mainmise britannique commence ensuite une lutte anti-coloniale qui prendra un tour violent à cause de la répression du pouvoir puis des

3. Parmi les sept établissements de ce genre, deux d'entre eux, Inanda et Umlazi, donneront ensuite naissance aux plus gros bidonvilles qui cernent Durban à présent que les zones inter-raciales ont été comblées par l'expansion urbaine.

4. Après leur défaite, quelques fermiers boers décident pour leur part de quitter l'Afrique du Sud et d'aller s'installer dans les actuelles républiques du Kenya, de Tanzanie et de Namibie [Du Toit, 1998].

rivalités internes entre les insurgés. À partir des années 1980, la rébellion embrase villes et campagnes. Dans la province du KwaZulu-Natal, pour revenir sur le cas de cette région, le régime de l'apartheid réussit si bien à diviser pour régner qu'il parvient à dresser l'un contre l'autre les deux principaux mouvements noirs en pays zoulou, à savoir le parti Inkatha de Mangosuthu Buthelezi et l'African National Congress de Nelson Mandela. À la fin des années 1980, notamment, les affrontements de l'arrière-pays précipitent entre 15 000 et 30 000 personnes sur Pietermaritzburg, le chef-lieu de la province [*Sunday Tribune*, Durban, 14/10/1990, p. 35].

De fait, les luttes de libération alimentent très largement les migrations forcées vers la ville dans le reste de l'Afrique. À partir des années 1950, les guerres d'indépendance accélèrent en l'occurrence une croissance urbaine déjà très rapide, tant dans les capitales que les bourgades de province⁵. De 1955 à 1962 pendant la rébellion de l'Union des Populations du Cameroun, par exemple, la population de Bafoussam quadruple et franchit la barre des 40 000 habitants. Entre 1950 et 1970, Bissau, où se concentrent les troupes portugaises, enfle dans des proportions similaires car elle attire les paysans qui fuient les combats dans les campagnes. Sa population passe ainsi de 17 255 à 68 242 habitants, parallèlement aux quelque 81 000 Guinéens qui s'en vont trouver refuge dans les pays voisins [Frederico da Silveira, 1989]. Après le Cameroun, Madagascar et l'Algérie, qui sont les seules colonies françaises du continent à connaître des insurrections en vue d'accéder à l'indépendance, les luttes de libération se poursuivent ensuite dans les territoires de peuplement britannique et portugais en Afrique australe. Luanda et Lourenço Marques, notamment, accueillent un bon nombre de déplacés, tandis que 415 800 Angolais et 51 000 Mozambicains fuient à l'étranger les combats qui débouchent finalement sur l'indépendance en 1975. Dans l'actuel Zimbabwe anglophone, encore, les effectifs de la capitale de la Rhodésie du Sud, Salisbury, doublent durant les deux dernières années de la guerre de libération, entre 1978 et 1980.

Une fois acquis le départ du colonisateur, des guerres civiles prennent alors le relais et précipitent tout autant la croissance des villes. Durant les trois premières années tumultueuses de l'indépendance du Congo belge, la population de Kinshasa augmente de 380 000 à 800 000 habitants [Verhaegen, 1966, p. 20]. À l'intérieur de frontières dites « nationales », la fluidité des lignes de front se prête bien à de telles formes d'urbanisation. Des connivences culturelles et économiques facilitent notamment les échanges et l'insertion des déplacés ; au Nigeria en 1968, les activités de contrebande entre les troupes fédérales et les rebelles biafrais contribuent ainsi au développement de bourgades comme Yenagoa [Alagoa, 1999, p. 248]. Au Sénégal au cours des années 1990, encore, la capitale de la Casamance

5. Le phénomène ne concerne d'ailleurs pas que l'Afrique subsaharienne. À quatre-vingts kilomètres au Sud d'Alger, Médéa accueille ainsi des déplacés qui, après l'insurrection de 1954, s'entassent dans les quartiers informels de la périphérie et provoquent une augmentation de la population de 15 000 à 70 000 habitants en six ans.

sécessionniste, Ziguinchor, voit sa population quasi-doubler et atteindre 200 000 habitants, dont plus de 10 % seraient des déplacés de la campagne, essentiellement des Mancagne par opposition aux Wolof venus des villes du Nord.

Ravagée par les guerres civiles, l'Afrique lusophone connaît des phénomènes similaires après l'indépendance. En Angola, Luanda dépasse bientôt les 2 000 000 d'habitants en 1992, contre 1 200 000 en 1982 et 450 000 en 1974 [*West Africa*, Londres, 25/1/1982, p. 269]. Au Mozambique, la poursuite des combats pousse cinq millions de *deslocados* aux portes des villes. Le taux d'urbanisation du pays, qui était un des plus faibles du monde, progresse de 13 % en 1980 à 27 % en 1990. L'afflux de réfugiés vers les villes n'épargne pas non plus les autres régions d'Afrique en temps de guerre. En Somalie, le taux d'urbanisation augmente de 23 % à 34 % après l'effondrement de la dictature Syad Barre en 1991. Au Libéria, la population de la capitale passe de 400 000 à un million d'habitants entre le recensement de 1984 et les élections de 1997 ; celle de Freetown en Sierra Leone, de 1,3 à plus de deux millions entre 1991 et 2001. À Monrovia, en particulier, la reprise des hostilités, qui mène à la destitution du président Charles Taylor en 2003, provoque un nouvel afflux de déplacés, peut-être 250 000 si l'on en croit les estimations incluant les personnes venues des environs immédiats de l'agglomération.

Conclusion

À l'instar des conflits de l'Afrique ancienne, la guerre contemporaine produit ainsi de la ville, mais de façon plus pérenne. En effet, les modalités de combat et de fuite ont évolué, tandis que le fait citadin s'est enraciné. Conjugués à l'entrée en scène d'une aide humanitaire massive, le développement des transports et les progrès des communications ont donné un tout autre aspect aux migrations que déclenchaient les affrontements d'antan. Les secours de la communauté internationale, en particulier, ont contribué à fixer les populations déplacées dans des camps. Autrefois, les trajectoires de fuite comprenaient aussi bien la dispersion en brousse que le regroupement dans des villes fortifiées et ceintes d'une muraille, telles Kano ou Gondar. Aujourd'hui, elles s'arrêtent plus facilement dans les camps où se concentre l'activité des organisations humanitaires. La fin de la guerre froide n'y est d'ailleurs par pour rien car elle a favorisé la multiplication des opérations de la paix et des interventions de la communauté internationale en Afrique. Dorénavant, le camp de réfugiés ou de déplacés est une étape incontournable des exodes liés à des conflits armés et annonciateurs d'une urbanisation de crise.

Parallèlement, les agglomérations existantes continuent bien entendu d'attirer les populations victimes de catastrophes. En fin de compte, l'évolution des procédures de la migration forcée vers les villes s'apprécie rétrospectivement à deux principaux niveaux. D'une part, les organisations humanitaires qui se sont multipliées depuis une trentaine d'années tendent à consigner les déplacés dans des camps plus ou moins fermés qui, suivant les cas de figure, évoquent des ghettos

ou des embryons de villes [Pérouse de Montclos *et al.*, 2000, 2008 ; Agier, 2008]. D'autre part, les agglomérations de l'Afrique contemporaine ne sont plus aussi fragiles qu'autrefois. Tout à la fois refuges et objectifs militaires, elles résistent mieux aux assauts des belligérants, se repeuplent rapidement en cas de destruction et sont davantage susceptibles de pérenniser les exodes ruraux liés à des situations de crise. En d'autres termes, tant les praticiens que les chercheurs ne peuvent plus ignorer des phénomènes qui sont appelés à se développer et à bouleverser durablement le mode de gestion des villes.

Bibliographie

- AGIER M. [2008], *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 349 p.
- ALAGOA E.J. (ed.) [1999], *The Land and People of Bayelsa State*, Port Harcourt, Onyoma Research Publications.
- ALAGOA E.J. [1996], « The Ijo Confederacy », in Isawa Elaigwu J., Erim E.O. (ed.), *Foundations of Nigerian Federalism : Precolonial Antecedents*, Abuja, National Council on Intergovernmental Relations, vol. 1.
- APELDOORN G. Jan van [1981], *Perspectives on drought and famine in Nigeria*, Londres, Allen & Unwin, 184 p.
- ATKINS KELETSO E. [1993], *The Moon is Dead ! Give Us our Money ! The Cultural Origins of an African Work Ethic, Natal, South Africa, 1843-1900*, Londres, James Currey, 190 p.
- BHANA S. (ed.) [1990], *Essays on Indentured Indians in Natal*, Leeds, Peepal Tree Press, 235 p.
- BHANA S., BRAIN J. [1990], *Setting Down Roots : Indian Migrants in South Africa, 1860-1911*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 241 p.
- BARTH H. [1860], *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale pendant les années 1819 à 1855*, Paris, A. Bohné, 3 vol.
- CLAPPERTON H. [1966], *Journey of a Second Expedition into the Interior of Africa from the Bight of Benin to Soccatoo*, Londres, Frank Cass.
- COBBING J., [1988], « The Mfecane as Alibi : Thoughts on Dithakong and Mbolompo », *Journal of African History*, vol. 29, p. 487-519.
- COOPER F. [1983], « Subsistence and Agrarian Conflict : The Coast of Kenya after Slavery », in Rotberg, Robert (ed.), *Imperialism, colonialism, and hunger : east and central Africa*, Massachusetts, Lexington Books, p. 19-37.
- COQUERY-VIDROVITCH C. [1993], *Histoire des villes d'Afrique noire : des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel.
- CORDELL D.D. [1988], « The Delicate Balance of Force and Flight : The End of Slavery in Eastern Ubangi-Shari », in Miers S., Roberts R. (ed.), *The End of Slavery in Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.
- DENOON D. [1973], *A Grand Illusion : the failure of imperial policy in the Transvaal Colony during the period of reconstruction, 1900-1905*, Londres, Longman, 275 p.
- DIAS J. [1981], « Famine and Disease in the History of Angola, c. 1830-1930 », *Journal of African History*, vol. 22.

- DU TOIT B. M. [1998], *The Boers in East Africa : ethnicity and identity*, Westport (Conn.), Bergin & Garvey, 209 p.
- EJITUWU N. [1997], « Old Calabar Rediscovered », in Ejituwu Nkparom C. (ed.), *The Multi-Disciplinary Approach to African History, Essays in Honour of Ebiegberi Joe Alagoa*, Port Harcourt, University of Port Harcourt Press, p. 133-50.
- FREDERICO DA SILVEIRA J. [1989], « La spatialisation d'un rapport colonial : Bissau, 1900-60 », in Cahen, M. (ed.), *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, p. 74-97.
- FUGLESTAD F. [1974], « La grande famine de 1931 dans l'ouest nigérien », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 61, n° 222, p. 18-33.
- GARBA T. [1989/94], « Some Perspectives on Taxation in Parts of the Sokoto Caliphate in the Nineteenth Century », *Kano Studies New Series*, vol. 3, n° 2.
- GARDINER A. [1966], *Narrative of a Journey to the Zoolu Country*, Le Cap, C. Struik.
- HARRIES P. [1999], « The Rise and Fall of the Mozbieker Community in South Africa : A Study of Integration, Identity, and Survival », Paris, SEDET, polycop., papier présenté à la conférence « Être étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle ».
- HARRIES P. [1984], « Mozbiekers : The Immigration of an African Community to the Western Cape, 1876-1882 », in Saunders C. et al. (ed.), *Studies in the history of Cape Town*, University of Cape Town, Centre for African Studies, vol. 1, p. 153-164.
- HESS R. [1966], *Italian Colonialism in Somalia*, Chicago, University of Chicago Press.
- KUPER H. [1960], *Indian People in Natal*, Pietermaritzburg, University of Natal Press, 305 p.
- LATHAM A.J.H. [1973], *Old Calabar, 1600-1891 : the impact of the international economy upon a traditional society*, Oxford, Clarendon Press, 193 p.
- LOVEJOY P. [2000], *Transformations in Slavery. A History of Slavery in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LOVEJOY P. [1981], « Slavery in the Sokoto Caliphate », in Lovejoy P. (ed.), *The Ideology of Slavery in Africa*, Bervely Hills, Sage.
- LOVEJOY P., HOGENDORN J. [1993], *Slow death for slavery. The course of abolition in Northern Nigeria, 1897-1936*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LOVEJOY P., RICHARDSON D. [1999], « Trust, pawnship and Atlantic history : The institutional foundations of the Old Calabar slave trade », *American Historical Review*, vol. 104, n° 2, p. 333-355.
- MANN K. [2007], *Slavery and The Birth of an African City : Lagos, 1760-1900*, Indiana, Indiana University Press, 473 p.
- MARTIN D. & M.-C. [1983], *Le Kenya*, Paris, PUF, Que sais-je ? n° 2105.
- MASON M. [1973], « Captive and Client Labour and the Economy of Bida Emirate : 1857-1901 », *Journal of African History* vol. 14, n° 3.
- NACHTIGAL G. [1980], *Sahara and Sudan, vol. 2 : Kawar, Bornu, Kanem, Borku, Ennedi*, London, Hurst.
- NORTHRUP D. [1981], « The Ideological Context of Slavery in Southeastern Nigeria in the 19th Century », in Lovejoy, Paul (ed.), *The Ideology of Slavery in Africa*, Bervely Hills, Sage.
- PANKHURST R. [juil. 1972], « The History of Famine and Pestilence in Ethiopia Prior to the Founding of Gondar », *Journal of Ethiopian Studies*, vol. 10, n° 2.
- PEROUSE DE MONTCLOS M.-A. [2008], « Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est », *Autrepart*, n° 45, p. 191-205.

- PÉROUSE DE MONTCLOS M.-A., KAGWANJA P. [2000], « Refugee Camps or Towns ? The Socio-economic dynamics of the Dadaab and Kakuma camps in Northern Kenya », *Journal of Refugee Studies*, vol. 13, n° 2, p. 205-22.
- RICHARDSON P. [1982], *Chinese Mine labour in the Transvaal*, Londres, Macmillan Press, 287 p.
- ROSS R. [1989], « The Last Years of the Slave Trade to the Cape Colony », in Clarence-Smith, William Gervase (ed.), *The Economics of the Indian Ocean Slave Trade in the Nineteenth Century*, Londres, Frank Cass, p. 209-19.
- SHELL ROBERT C.-H. [2000], « Islam in Southern Africa », in Levtzion N., Pouwels R. (ed.), *The History of Islam in Africa*, Oxford, James Currey, p. 327-348.
- SLATER H. [1975], « Land, Labor and Capital in Natal : The Natal Land and Colonisation Company, 1860-1948 », *Journal of African History*, vol. 16, n° 2.
- SORRENSEN M.P.K. [1968], *Origins of European Settlement in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 320 p.
- SULLIVAN J.R. [1928], *The Native policy of Sir Theophilus Shepstone*, Johannesburg, Walker & Snashall.
- TINKER H. [1974], *A New System of Slavery : The Export of Indian Labour Overseas, 1830-1920*, Londres, Oxford University Press, 432 p.
- TYMOWSKI M. [1978], « Famines et épidémies à Oualata et à Tichit au XIX^e siècle », *Africana Bulletin*, vol. 27, p. 35-53.
- VAN HEYNINGEN E. [1984], « Refugees and relief in Cape Town, 1899-1902 », in Saunders, Christopher et al. (ed.), *Studies in the history of Cape Town*, University of Cape Town, Centre for African Studies, vol. 3, p. 64-113.
- VERHAEGEN B. [1966], *Rébellions au Congo*, Kinshasa-Bruxelles, Centre de recherches et d'information socio-politiques, vol.1.
- WAKILI H. [1989/1994], « The Buhari of Hadejia Revolt, 1848-1863 : A Re-Examination », *Kano Studies New Series*, vol. 3, n° 2, p. 75-87.
- WALTER E.V. [1969], *Terror and resistance : a study of political violence with case studies of some primitive African communities*, Oxford, Oxford University Press.